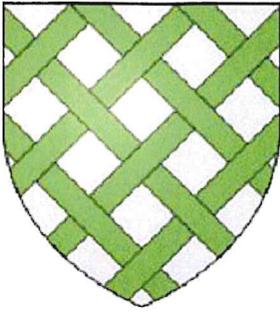


REPUBLIQUE FRANCAISE



DOSSIER : N° DP 095 504 24 00036

Déposé le : 19/04/2024

Dépôt affiché le : 29/04/2024

Complété le : 19/04/2024

Demandeur : Monsieur LAZAR Christophe

Nature des travaux : Réhabilitation de deux granges  
vétustes avec une petite surélévation

Sur un terrain sis à : 7 rue de la République à PRESLES  
(95590)

Référence(s) cadastrale(s) : 95504 AD 157, 95504 AD  
28, 95504 AD 41, 95504 AD 42

COMMUNE de PRESLES

## ARRÊTÉ

### de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de PRESLES

**Le Maire de la Commune de PRESLES**

Vu la déclaration préalable présentée le 19 avril 2024 par Monsieur LAZAR Christophe,

Vu l'objet de la déclaration :

- pour Réhabilitation de deux granges vétustes avec une petite surélévation ;
- sur un terrain situé 7 rue de la République à PRESLES (95590)
- pour une surface de plancher créée de 9 m<sup>2</sup> ;

Vu la loi du 13 décembre 1913, modifiée, sur la protection des Monuments Historiques ;

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments et des Site ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-4 et suivants, R 421-9 et suivants, L332-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 janvier 2014, modifié le 20 avril 2017, modifié le 6 décembre 2018, révisé le 9 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable de M l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de Mme le Maire en date du 20 avril 2024 ;

## ARRÊTÉ

### Article 1

Il n'est pas fait opposition au travaux objet de la déclaration préalable susvisée.

### Article 2

Toutes autorités administratives, les agents de la force publique compétents sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale. Un extrait du présent arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

PRESLES, le 25 MAI 2024  
Le Maire,



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. P. P.', written over a horizontal line.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**NB :** La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire, si besoin, d'obtenir auprès des différents services de la Mairie, les accords nécessaires pour l'occupation du domaine public (pose d'échafaudage, mise en place d'une benne ...).

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

<p><b>AFFICHAGE</b> Mention de l'autorisation doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Un extrait d'autorisation est en outre publié dans les huit jours de la réception de la déclaration par voie d'affichage à la mairie jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.</p> <p><b>DROIT DES TIERS</b> La déclaration préalable est délivrée sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.</p> <p><b>VALIDITE</b> La Déclaration Préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à un an. Sa prorogation pour une année peut être demandée, deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. (Article R.424-21)</p> <p><b>ASSURANCE</b> Il est rappelé aux bénéficiaires de l'autorisation l'obligation de souscrire une assurance dommage ouvrage en application de l'article L242-1 du code des assurances.</p>	<p><b>DELAIS ET VOIES DE RECOURS</b> Le destinataire d'une décision ou les tiers qui désirent la contester peuvent saisir le Tribunal Administratif compétent d'un RECOURS CONTENTIEUX dans les deux mois à partir de la date d'affichage sur le terrain (article R.600-2) de la décision attaquée. Ils peuvent également saisir le Maire d'un RECOURS GRACIEUX. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois, le silence du Maire vaut rejet implicite). En cas de déferé du préfet ou de recours contentieux à l'encontre d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable, le préfet ou l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant un certificat d'urbanisme, une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou un permis de construire, d'aménager ou de démolir. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait tenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.</p> <p>La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déferé ou du recours.</p> <p>La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux. (Article R.600-1)</p>
---	---

Dossier traité en partenariat avec la communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts

